

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales

**INDUSTRIES DE CARRIÈRES
ET DE MATÉRIAUX**

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

(11^e édition. – Août 2003)

**ACCORD RÉGIONAL « SALAIRES » DU 8 DÉCEMBRE 2004
(POITOU-CHARENTES)**

NOR : *ASET0550337M*

IDCC : 87

Entre :

L'union régionale des industries de carrières et matériaux de construction du Poitou-Charentes (UNICEM Poitou-Charentes), agissant tant pour le compte des organisations syndicales qui la composent qu'au nom et pour le compte des organisations syndicales suivantes :

- la fédération de l'industrie du béton ;
- le syndicat national des producteurs de silice pour l'industrie ;
- le syndicat national des fabricants d'isolants en laines minérales manufacturées ;
- le syndicat des industries française du fibres-ciment,

D'une part, et

L'union régionale Poitou-Charentes CFDT ;

La section fédérale régionale Poitou-Charentes Force ouvrière ;

L'union régionale CFTC BATIMAT-TP,

D'autre part,

se référant à la convention collective nationale du 22 avril 1955, à l'accord national de salaires du 21 février 1957, notamment à son article 6, paragraphe *b* et *c* qui prévoit l'établissement d'annexes régionales, et à l'accord national du 23 janvier 1992 instituant la création d'une grille de salaires minimaux garantis,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du 22 avril 1955.

Article 2

Le présent accord de salaires est applicable dans toute la région géographique de l'UNICEM Poitou-Charentes, constituée par les 4 départements suivants : Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vienne.

Article 3

Salaires minimaux de qualification

Les salaires minimaux de qualification qui, conformément à l'article 3 de l'accord national du 23 janvier 1992 étendu, servent de base de calcul de la prime d'ancienneté, restent fixés aux valeurs de l'accord applicable depuis le 1^{er} juillet 2001.

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE (en euros)
OM	120	4,39
OS 1	130	4,57
OS 2	140	4,74
OS 3	150	4,85
OQ 1	160	4,94
OQ 2	170	5,13
OQ 3	185	5,52
OHQ	200	5,96
Chef d'équipe	225	6,71

Article 4

Salaires minimaux garantis

Les salaires minimaux garantis ne peuvent être inférieurs aux montants ci-après.

Du 1^{er} janvier 2005 au 30 juin 2005

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE (en euros)
OM	120	7,60
OS 1	130	7,70
OS 2	140	7,80

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE (en euros)
OS 3	150	7,90
OQ 1	160	8,00
OQ 2	170	8,10
OQ 3	185	8,25
OHQ	200	8,40
Chef d'équipe	225	8,65

A compter du 1^{er} juillet 2005

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE (en euros)
OM	120	8,02
OS 1	130	8,07
OS 2	140	8,14
OS 3	150	8,26
OQ 1	160	8,36
OQ 2	170	8,50
OQ 3	185	8,67
OHQ	200	8,82
Chef d'équipe	225	9,07

Article 5

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord national de salaires du 21 février 1957, les salaires minimaux garantis comprennent tous les avantages en nature, y compris l'indemnité différentielle de réduction du temps de travail, ou autres, accordés sous forme de primes ou toute autre dénomination que ce soit.

Toutefois, en sont exclues :

a) les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;

b) les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres ou pénibles ;

c) les majorations pour heures supplémentaires ;

d) les primes de productivité telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes données par ces textes ;

e) les primes d'ancienneté et d'assiduité ;

f) les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Article 6

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises au regard de l'article 4 est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires garantis fixés à l'article 4.

Article 7

Le texte du présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi de la Vienne, conformément aux dispositions du décret 79-1202 du 28 décembre 1979, et au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes (loi du 13 novembre 1982).

Article 8

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la direction départementale du travail et de l'emploi de la Vienne. Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Article 9

Les parties signataires conviennent d'un commun accord de se revoir au cours d'une réunion prévue le 1^{er} juin 2006.

Fait à Jaunay-Clan, le 8 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)